

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 01/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ArcelorMittal France - Cokerie

Usines à Chaud - Portier de la Vallée
57290 SEREMANGE ERZANGE

Références : SEREMANGE-ERZANGE_AMF_Cokerie_2022-05-23_RAPVI_SDH_23907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement ArcelorMittal France - Cokerie implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 SEREMANGE ERZANGE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le contexte de la mise en sécurité toujours en cours des installations (élimination des déchets, surveillance des émissions atmosphériques générées par les opérations de mise en sécurité) mais également du signalement d'une pollution aux hydrocarbures en surface des eaux de la Fensch, intervenue le 11 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Cokerie
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 SEREMANGE ERZANGE
- Code AIOT dans GUN : 0006201894
- Régime : A
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ex IED - MTD

L'établissement est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016 modifié. Les installations ont été définitivement mises à l'arrêt le 6 mai 2020. Les travaux de mise en sécurité sont toujours en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en sécurité (déchets)
- eaux superficielles
- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 23.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pollution aux hydrocarbures identifiée en surface des eaux de la Fensch ne trouve son origine dans aucun dysfonctionnement des installations ni processus de mise en sécurité en cours. Seul un barrage flottant positionné au niveau du ruisseau et destiné à capter d'éventuelles traces d'hydrocarbures dans les rejets serait possiblement à l'origine des irisations observées le 11 mai dernier. Les résultats d'autosurveillance ne montrent par ailleurs qu'un seul dépassement de la valeur limite en matières en suspension (aucune concentration anormale en hydrocarbures n'a été identifiée dans les rejets). Les mesures correctives prises par l'exploitant consistant à renforcer la procédure de gestion de ce barrage doivent permettre de fiabiliser la surveillance déjà en place.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016 modifié, article 8.1.1
Thème(s) : Autre, Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant notifie au Préfet la date de l'arrêt définitif de l'installation concernée trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité des installations mises à l'arrêt définitif. Ces mesures comportent notamment l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux [...].
Constats : L'ensemble des déchets restés en attente d'élimination lors de la précédente visite d'inspection a été éliminé (vu le registre de suivi informatisé). Seules les éventuelles boues ayant sédimenté en fond du nouveau gazomètre et dont les eaux sont en cours de traitement seront encore à éliminer. La consultation des BSD FL20210701854, FL20210601613, FL20210300657, FL20210701870 et FL20210601501 n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016 modifié, article 8.1.1
Thème(s) : Autre, Emissions accidentelles
Prescription contrôlée : [...] Toutes les dispositions sont prises afin de supprimer tout risque d'émission de produits dangereux tant pour l'homme que pour l'environnement pour les installations mises à l'arrêt définitif [...].
Constats : Par courriel du 11 mai 2022, l'exploitant a informé de la présence, aux environs de 12h30, d'irisations en surface de la Fensch. Les investigations de terrain n'ont permis d'identifier aucune anomalie de fonctionnement des installations de traitement des eaux du site ni même la présence d'hydrocarbures en surface des eaux traitées. Les données d'autosurveillances recueillies le 11 mai viennent corroborer ces constats de terrain (cf. constat ci-dessous). En revanche, le barrage absorbant situé au débouché de la conduite de rejet dans la Fensch aurait été chargé en hydrocarbures. Leur relargage dans les eaux de la Fensch pourrait être à l'origine de l'incident. Les mesures correctives prises par l'exploitant dès le 11 mai ont consisté en un renforcement de la procédure de gestion de ce barrage flottant, déjà en place, par l'ajout de critères décisionnels notamment en matière de remplacement de celui-ci. La procédure "Contrôle et gestion du barrage flottant dans le canal de rejet F16" ainsi que les Checklist traçant les contrôles de terrain des 9, 13 et 16 mai n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 8.1.1
Thème(s) : Autre, Emissions dans l'eau
Prescription contrôlée : [...] Les éventuels effluents issus du nettoyage des installations sont prioritairement considérés comme des déchets et évacués dans des installations autorisées à les recevoir. Ils peuvent être acheminés vers les installations de prétraitement ou de traitement des eaux, en l'absence de pollution préalablement caractérisée, et dans les limites autorisées par le présent arrêté. Le respect des valeurs limites de rejet prescrites ou s'imposant de plein droit conditionne l'évacuation des effluents vers les installations de prétraitement ou de traitement [...].
Constats : Les données d'autosurveillance enregistrées entre juillet 2021 et avril 2022 sur les paramètres surveillés n'appellent pas d'observation. Il est à noter que le traitement des eaux du nouveau gazomètre a débuté le 29 mars 2022 et est toujours en cours. Un point particulier a été fait sur la journée du 11 mai durant laquelle des irisations ont été observées ponctuellement en aval du point de rejet F16. Seul un léger dépassement de la valeur limite en matières en suspension (MES) a été observé (aucun dépassement sur le paramètre hydrocarbures).
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2016, article 23.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant analyse les émissions de benzène, notamment les pics, selon les évolutions du procédé et/ou des activités du site, à l'aide d'un analyseur en continu. [...]
Constats : Les résultats du suivi du benzène en continu transmis pour les mois d'août 2021 à avril 2022 montrent des concentrations mensuelles moyennes dans l'environnement : - pour la période d'août à octobre, comprises entre 1,69 et 2,27 µg/m ³ ; - pour la période de novembre à avril 2022, comprises entre 0,49 et 1,02 µg/m ³ et donc inférieures à l'objectif de qualité de 2 µg/m ³ . Ces résultats n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet